

CAI  
-1992  
073 FRE

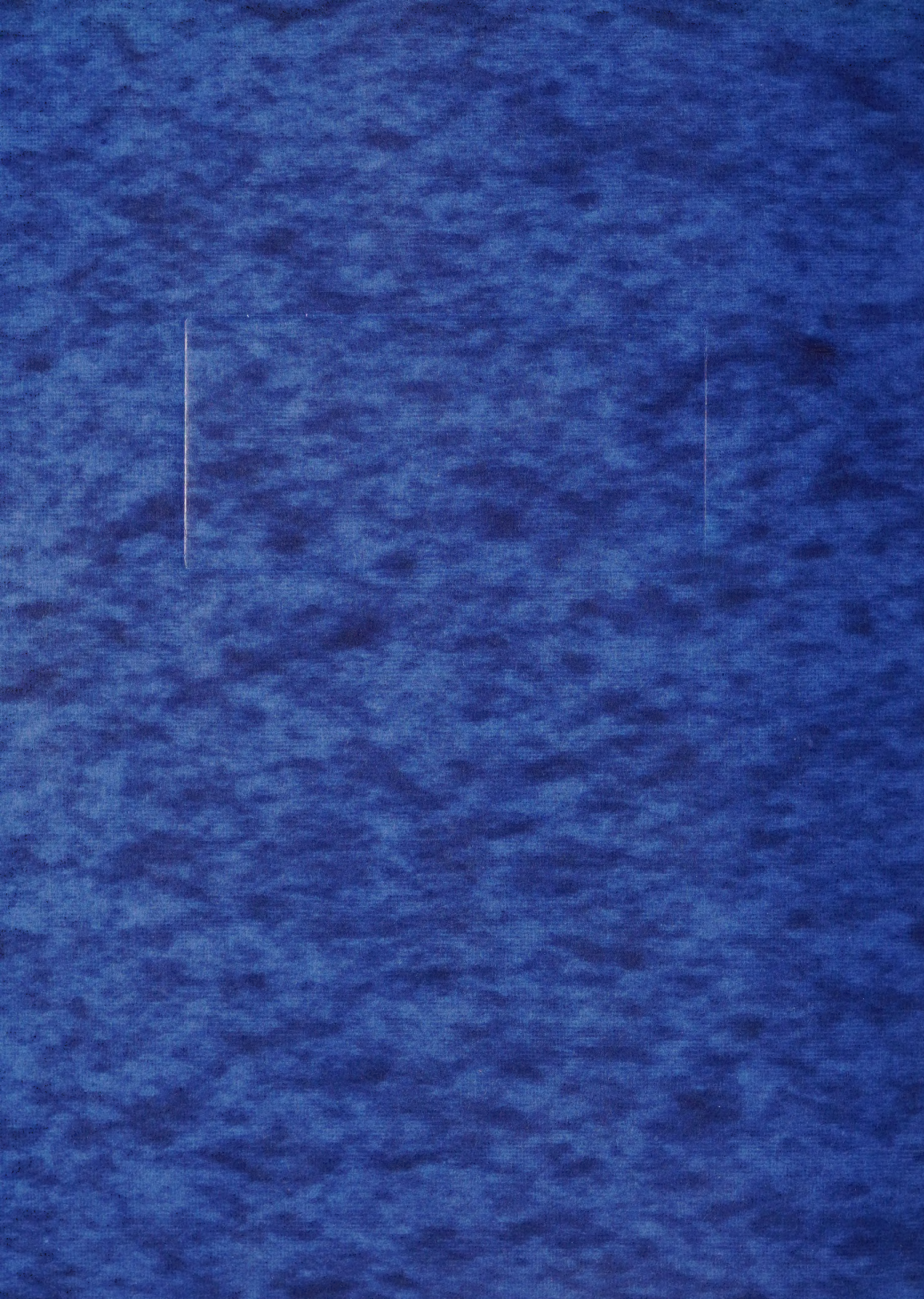
GOV  
DOC.

Conduct of the Persian Gulf War

Book (2)

Government  
Publications



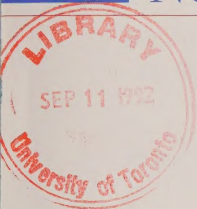






# NOTRE AVENIR ENSEMBLE

Feuillet d'information



## DES INSTITUTIONS RÉCEPTIVES AUX BESOINS DE LA POPULATION CANADIENNE

### Introduction

- La ronde Canada a donné lieu à une étude attentive de nos institutions fédérales.
- Des réformes ont été proposées pour tenir compte de l'évolution de notre société.
- Les Canadiens ont apporté une contribution essentielle aux discussions relatives à cette question, ce qui a permis de souligner diverses améliorations.
- Les recommandations de modification du Sénat, de la Chambre des communes et de la Cour suprême du Canada visent une meilleure représentativité de ces institutions.
- Nos institutions fédérales doivent traiter tous les Canadiens de façon juste et refléter la diversité de notre pays.
- Voici une liste des principales modifications proposées afin de permettre à nos institutions de mieux servir les Canadiens.

### Le Sénat

- Comme dans presque toutes les autres fédérations, le Parlement du Canada se compose de deux chambres. La Chambre basse (la Chambre des communes) vise à respecter le principe de la représentation selon la population, tandis que la Chambre haute (le Sénat) vise à donner aux régions les moins peuplées un plus grand droit de regard dans l'élaboration des politiques du gouvernement du Canada.
- Pour l'instant, les membres de la Chambre haute sont nommés et non pas élus.

- Ces dernières années, le Sénat s'est attiré les critiques de certains qui trouvent que les décisions prises à l'échelon fédéral ne répondent pas suffisamment aux besoins particuliers des régions.
- Ses détracteurs prétendent aussi qu'un corps législatif non élu n'a pas la légitimité nécessaire pour jouer son rôle.
- Après des négociations poussées, les gouvernements fédéral et provinciaux, ceux des territoires et les quatre associations autochtones du pays sont parvenus à une entente sur la réforme du Sénat.
- Cette entente respecte et concilie trois visions du Canada, c'est-à-dire l'égalité des citoyens, l'égalité des provinces et l'égalité des communautés linguistiques et culturelles fondatrices française et anglaise.
- Ce modèle de Sénat créerait un nouvel équilibre au Parlement en accordant aux provinces moins peuplées une plus grande influence au sein du processus législatif.
- De façon générale, cette entente prévoit :
  - L'égalité de la représentation des provinces, puisque le Sénat se composerait de six sénateurs par province et d'un sénateur par territoire, soit un total de 62.
  - L'égalité des communautés linguistiques, car le Sénat aurait besoin d'une double majorité dans le cas des projets de loi touchant de façon appréciable la langue ou la culture françaises. Ainsi, un projet de loi devrait être approuvé à la majorité des sénateurs francophones et à la majorité de tous les sénateurs participant au vote.
  - La représentation autochtone au Sénat serait garantie par la Constitution, son pouvoir et son mode d'élection établis à une rencontre qui aura lieu à l'automne. Les sièges réservés aux Autochtones s'ajouteraient à ceux qui sont réservés aux provinces et aux territoires.
  - L'élection des sénateurs, soit par les assemblées législatives provinciales ou territoriales, soit par la population. Les élections auraient lieu en même temps que les élections à la Chambre des communes. Là où l'élection se tiendrait au suffrage universel, elle serait de compétence fédérale ou administrée par la province selon des

directives fédérales. Celles-ci seraient assez souples pour assurer la plus grande équité à toutes les provinces et à tous les territoires.

— Des pouvoirs réels et efficaces :

i) Le Sénat pourrait imposer, à majorité simple, son droit de veto sur des projets de loi portant sur une modification fiscale importante dans le domaine des ressources naturelles.

ii) En ce qui concerne les projets de loi de crédits, le Sénat disposerait d'un droit de veto suspensif de 30 jours civils.

iii) La ratification des nominations, y compris celle du gouverneur de la Banque du Canada, des dirigeants des institutions culturelles nationales et des conseils et organismes de réglementation fédéraux, serait assujettie à un veto du Sénat, obtenu à majorité simple.

iv) Le rejet ou la modification par le Sénat de tout autre projet de loi déclencherait une séance conjointe du Sénat et de la Chambre des communes, où il suffirait d'une majorité simple pour adopter ou rejeter le projet.

v) Les sénateurs pourraient proposer des projets de loi, sauf des mesures financières. La Chambre des communes, et par voie de conséquence le gouvernement, seraient obligés de statuer sur des projets de loi adoptés par le Sénat dans un délai fixé. En retour, le Sénat serait obligé de statuer sur les projets de loi approuvés par la Chambre des communes en-deçà de 30 jours de leur dépôt.

— La première classification d'un projet de loi incomberait à son auteur. Les motions pour en appeler de la classification ainsi faite devraient être adressées au Président de la Chambre des communes, sauf en ce qui concerne les projets de loi touchant de façon appréciable la langue ou la culture françaises. Les motions touchant les projets de loi soumis à une double majorité seraient adressées au Président du Sénat.

— Les sénateurs ne pourraient pas faire partie du Conseil des ministres.

— Les futures modifications constitutionnelles relatives au Sénat exigeraient l'accord unanime du Parlement et des assemblées législatives provinciales.



- En substance, les propositions touchant la Cour suprême ne sont pas nouvelles. Elles s'inspirent de l'Accord du lac Meech et des propositions que le gouvernement a soumises en septembre 1991.
- Toutefois, il y a un élément digne de mention, soit le rôle des Autochtones. Suivant un accord politique, les gouvernements provinciaux et territoriaux élaboreraient un processus raisonnable de consultation des représentants autochtones en préparant les listes de candidats aux nominations.
- Les Canadiens croient que la Cour suprême doit tenir compte de l'évolution de la société. Les améliorations proposées permettraient à la Cour d'être de son temps et à ses membres d'appliquer avec plus de confiance la primauté du droit au Canada.

### Les conférences des premiers ministres

- Afin de mettre l'accent sur le besoin de renforcer la collaboration dans la gestion de la fédération canadienne :
- Il conviendrait d'ajouter à la Constitution une disposition exigeant que le Premier ministre convoque une conférence des premiers ministres au moins une fois l'an. Les dirigeants des gouvernements territoriaux y seraient invités. Les représentants autochtones du Canada seraient invités à participer à la discussion de tout point de l'ordre du jour qui les touche directement.

Pour obtenir des exemplaires additionnels de ce texte  
(qui existe aussi en cassettes), veuillez composer sans frais le

**1-800-561-1188**

To receive the English version of this publication, call the above number



Personnes sourdes ou malentendantes :

**1-800-465-7735 (ATS/ATME)**

- La proposition de réforme du Sénat revêt une importance particulière pour les Canadiens de l'Ouest et de l'Atlantique.
- Le Sénat serait égal, élu et efficace, de façon à contrebalancer les pouvoirs de la Chambre des communes. Cette plus grande efficacité du Sénat obligerait l'ensemble des députés et des membres du gouvernement à consulter le Sénat et à tenir compte de son point de vue.

### La Chambre des communes

- Les Canadiens sont d'avis que la Chambre des communes devrait refléter le principe de l'égalité des citoyens, grâce à la représentation proportionnelle à la population.
  - Pour compenser le nombre de sièges que les provinces les plus peuplées perdraient au Sénat, il est proposé de porter la taille actuelle de la Chambre des communes de 295 à 337 sièges. Les 42 sièges supplémentaires seraient attribués à l'Ontario (18), au Québec (18), à la Colombie-Britannique (4) et à l'Alberta (2).
  - Le Québec obtiendrait en outre l'assurance d'avoir au moins 25 p. 100 des sièges à la Chambre des communes, en vertu de la reconnaissance de son caractère distinct.
  - Une formule permettrait de mieux tenir compte de la représentation proportionnelle dans les ajustements ultérieurs.
  - On procéderait, à la suite du recensement de 1996, à un rajustement ponctuel, en plus de celui prévu après le recensement de 2001.
  - Ces modifications ne se solderaient aucunement par une perte de sièges pour les provinces les moins peuplées.
  - Les modifications constitutionnelles ultérieures touchant la Chambre des communes exigeraient l'unanimité.

### La Cour suprême

- La Cour suprême du Canada est la plus haute instance du système judiciaire. Créée en 1875 à titre de cour générale d'appel, elle est devenue,

en 1949, la cour de dernier recours pour toutes les nouvelles causes provenant des cours et des tribunaux canadiens. Elle a aussi le pouvoir d'accueillir les renvois présentés par le gouvernement fédéral sur des questions importantes.

- Avec l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982, la Cour suprême est devenue une institution canadienne encore plus importante, puisqu'elle est chargée de l'interprétation de la Charte dans de nouveaux domaines juridiques.
- Il s'agit toutefois d'une institution canadienne qui n'a pas encore été inscrite dans la Constitution.
- À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral n'est pas obligé de consulter les provinces au sujet des nominations à la Cour suprême, malgré son rôle et ses responsabilités de plus en plus grands.
  - Aux termes de l'entente, la Cour suprême serait consacrée dans la Constitution à titre de cour générale d'appel du Canada.
  - Il est également proposé que la disposition de la *Loi sur la Cour suprême* selon laquelle la Cour doit se composer de neuf juges, dont trois doivent appartenir au barreau de droit civil du Québec, soit inscrite dans la Constitution.
- Cette proposition est un progrès pour le Québec. Elle répond aux objectifs de longue date de cette province de voir inscrite dans la Constitution et protégée par celle-ci sa part traditionnelle du nombre des juges à la Cour suprême.
  - L'entente exigerait du gouvernement fédéral qu'il nomme les juges de la Cour suprême qu'il considère acceptables, d'après une liste soumise par les gouvernements provinciaux et territoriaux.
  - La Constitution devrait également prévoir la nomination de juges par intérim, dans l'éventualité où ces listes ne seraient pas soumises dans les délais prescrits.
  - Le processus de nomination relèverait de la formule des 7/50 (approbation de sept provinces représentant au moins 50 p. 100 de la population). Toute autre modification apportée à la Cour suprême exigerait l'unanimité.





## REDISTRIBUTION DES RÔLES ET RESPONSABILITÉS

## Introduction

- À un moment où la mondialisation ne cesse d'influer sur tous les pays du monde, nous devons prendre des mesures afin de maintenir le niveau de vie dont nous jouissons et auquel nous sommes habitués.
- Des mesures ont été prises à cette fin pour consolider la fédération canadienne et pour que les gouvernements deviennent plus efficaces et travaillent mieux ensemble. Une collaboration intergouvernementale fructueuse est essentielle si l'on veut assurer le bien-être des Canadiens et un avenir prospère.
- Tous les gouvernements croient qu'il est nécessaire d'éclaircir le rôle des gouvernements provinciaux et, dans certains cas, de l'élargir. Les besoins et les préoccupations diffèrent d'une province à l'autre.
- Il faut tenir compte de cette réalité et agir en conséquence dans le rééquilibrage des rôles et des responsabilités. Les gouvernements pourront ainsi réduire le double emploi et le chevauchement.

## Compétences particulières

- Voici la liste générale des principales propositions qui ont été acceptées par les gouvernements fédéral et provinciaux, les gouvernements des territoires et les quatre associations autochtones du pays en vue du renouvellement de la fédération :
- **Le pouvoir fédéral de dépenser : de nouveaux programmes à frais partagés pour tout le Canada.** L'autorité du gouvernement du Canada d'établir au pays des programmes à frais partagés serait confirmée. Toutefois, celui-ci devrait offrir une compensation raisonnable à toute province qui choisirait de ne pas participer à un nouveau programme dans un domaine de compétence qui lui est exclusive, si cette dernière mettait en oeuvre un programme ou un projet qui répondrait aux objectifs globaux.

- **Le pouvoir fédéral de dépenser : cadre de travail.** Le pouvoir fédéral de dépenser devrait être régi par un cadre de travail déterminé et révisé chaque année par les premiers ministres. Ce cadre ferait en sorte que, lorsque le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral serait utilisé dans des domaines de compétence provinciale exclusive, il devrait contribuer à la réalisation d'objectifs globaux, réduirait les chevauchements et le double emploi, respecterait les priorités provinciales et assurerait un traitement égal des provinces. Ces limites au pouvoir de dépenser ne devraient pas toucher les engagements relatifs à la péréquation. Cet accord-cadre sur l'utilisation du pouvoir fédéral de dépenser pourrait plus tard être inscrit dans la Constitution.
- **La protection des ententes intergouvernementales.** Un mécanisme assurerait que les ententes désignées, conclues entre les gouvernements, soient protégées contre tout changement unilatéral. La mise en application de ce mécanisme cesserait d'être en vigueur après cinq ans, mais pourrait être prolongée pour des périodes additionnelles n'excédant pas cinq ans. Les gouvernements des peuples autochtones pourraient se prévaloir de ce mécanisme. Cette disposition servirait à protéger aussi bien les ententes bilatérales que les ententes multilatérales conclues entre les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires, en toute matière.
- **La compétence provinciale.** Les provinces détiendraient l'autorité législative exclusive en ce qui touche les forêts, les mines, le tourisme, le logement, les loisirs ainsi que les affaires municipales et urbaines, laquelle autorité serait reconnue par des modifications constitutionnelles explicites. À la demande d'une province, le gouvernement fédéral négocierait une entente précisant son rôle dans cette province. En outre, le gouvernement fédéral serait tenu de fournir une compensation raisonnable lorsque la province en question lui demanderait de se retirer de ce domaine.

La formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre relèveraient de la compétence exclusive des provinces. Si une province lui en faisait la demande, le gouvernement fédéral devrait se retirer de certaines ou de toutes les activités de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre, sauf dans le domaine de l'assurance-chômage. L'assurance-chômage et les services connexes continueraient d'être sous l'autorité législative fédérale. Les provinces pourraient poursuivre leurs propres priorités dans le domaine de la formation et du perfectionnement de la main-d'oeuvre. Cela pourrait comprendre des programmes destinés aux



jeunes et des programmes de formation en milieu de travail. Le gouvernement fédéral maintiendrait ses responsabilités dans l'élaboration des objectifs globaux d'orientation dans le domaine du perfectionnement de la main-d'oeuvre, et continuerait à engager des fonds dans des programmes de création d'emplois.

- **La culture.** La question de la responsabilité de la culture ne figure pas présentement dans la Constitution. L'entente reconnaîtrait la compétence provinciale exclusive dans les affaires culturelles d'une province. Toutefois, on reconnaîtrait au gouvernement fédéral sa responsabilité à l'égard des institutions culturelles canadiennes, y compris à l'égard des subventions et des contributions accordées par ces institutions. Le gouvernement du Canada s'engage à négocier avec les provinces des ententes culturelles qui visent à leur assurer la maîtrise-d'oeuvre de la culture sur leur territoire, et qui s'harmonisent avec les responsabilités fédérales.
- **L'immigration.** Toutes les provinces pourraient choisir d'exercer plus de contrôle sur l'immigration au moyen d'ententes négociées avec le gouvernement fédéral. Les provinces et les territoires pourraient ainsi intervenir davantage dans le service aux immigrants et dans leur établissement. Actuellement, l'immigration est un domaine de compétence partagée.
- **Les télécommunications.** Tous les gouvernements se sont engagés à coordonner et à harmoniser les procédures entre leurs organismes de réglementation respectifs dans ce domaine, tel le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.
- **Le développement régional.** Le développement régional ne serait pas inscrit comme un domaine de compétence distincte dans la Constitution. Le gouvernement fédéral serait tenu de négocier des ententes de développement régional avec les provinces ou les territoires qui en font la demande. Les provinces seraient traitées de façon juste et équitable, compte tenu des besoins particuliers et de la situation qui existent dans la province ou le territoire, et surtout compte tenu des régions dont les inégalités économiques sont les plus marquées. Des ententes précises entre gouvernements, pourraient être protégées contre tout changement unilatéral. Les gouvernements s'engageraient à fournir une infrastructure économique sensiblement comparable dans chaque province et territoire.

- **Les paiements de péréquation.** Le Parlement et le gouvernement du Canada s'engagent à effectuer des paiements de péréquation afin que les provinces disposent de revenus suffisants pour dispenser les services publics à des niveaux de qualité et de fiscalité sensiblement comparables. La Constitution engagerait le gouvernement fédéral à tenir des consultations avec les provinces avant d'adopter des lois relatives aux paiements de péréquation. Elle inscrirait également l'engagement de tous les gouvernements à promouvoir le développement économique régional afin de réduire les inégalités économiques.
- **Le pouvoir de désaveu et de réserve du gouvernement fédéral.** Cette disposition de la Constitution à laquelle le gouvernement fédéral n'a pas eu recours depuis plus de 50 ans, relativement à une législation provinciale, serait révoquée.
- **Le pouvoir déclaratoire du gouvernement fédéral.** L'alinéa 92(10)c) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, permettant au gouvernement fédéral de déclarer un « ouvrage » d'intérêt général pour le Canada et de le placer sous la compétence du Parlement, devrait être modifié de façon à ne pouvoir y recourir sans le consentement explicite de la ou des provinces en question.

Pour obtenir des exemplaires additionnels de ce texte  
(qui existe aussi en cassettes), veuillez composer sans frais le

**1-800-561-1188**

To receive the English version of this publication, call the above number



Personnes sourdes ou malentendantes :

**1-800-465-7735 (ATS/ATME)**





## L'UNION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

- Les Canadiens qui ont participé à la ronde Canada souhaitaient qu'un énoncé des objectifs sociaux et économiques du Canada soit inscrit dans la Constitution.
- L'union sociale et économique du Canada décrit l'engagement des gouvernements fédéral et provinciaux à préserver et à élaborer certains programmes sociaux et économiques. Puisqu'il s'agit d'un engagement des gouvernements, il ne pourrait être invoqué devant les tribunaux. De ce fait, serait exclue la possibilité que les juges, qui ne sont pas élus, rendent des jugements sur ces questions.
- Les objectifs de la politique, définis dans la disposition sur l'union sociale, comprendraient notamment les éléments suivants :
  - fournir dans tout le Canada un régime de soins de santé qui soit complet, universel, transférable, administré par l'État et accessible;
  - assurer des services et des avantages sociaux permettant à tous les habitants du Canada de combler leurs besoins essentiels, en particulier en matière d'alimentation et de logement;
  - dispenser à tous les habitants du Canada un enseignement de qualité supérieure aux niveaux primaire et secondaire et leur assurer un accès raisonnable à l'enseignement supérieur;
  - protéger les droits d'association et de négociation collective des travailleurs;
  - protéger, préserver et maintenir l'intégrité de l'environnement pour les générations présentes et futures.
- L'union économique du Canada va de pair avec l'union sociale.

- Les objectifs énoncés dans la disposition relative à l'union économique comprendraient notamment les éléments suivants :
  - collaborer en vue du renforcement de l'union économique canadienne;
  - permettre la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux;
  - viser le plein emploi;
  - assurer à tous les Canadiens un niveau de vie décent;
  - assurer un développement durable et équitable.
- Un mécanisme de contrôle de l'union sociale et économique serait établi à une conférence des premiers ministres.
- Le Canada constituerait une union sociale et économique qui permettrait la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux d'une province ou d'un territoire à l'autre, sous réserve de certaines exceptions et protections. Les premiers ministres décideraient, à une prochaine rencontre des premiers ministres sur l'économie, de la meilleure façon de mettre en oeuvre ces principes et du type d'organisme de règlement des différends qui correspond le mieux à ces principes.

Pour obtenir des exemplaires additionnels de ce texte  
(qui existe aussi en cassettes), veuillez composer sans frais le

**1-800-561-1188**

To receive the English version of this publication, call the above number



Personnes sourdes ou malentendantes :

**1-800-465-7735 (ATS/ATME)**





## LA CLAUSE CANADA

- Le gouvernement fédéral, les gouvernements des provinces et des territoires ainsi que les représentants des quatre associations nationales autochtones ont élaboré une clause Canada, en vue de répondre au désir des Canadiens d'inscrire dans la Constitution un énoncé sur l'identité canadienne.
- La clause Canada établirait les valeurs que nous partageons et représenterait notre engagement à l'égard de celles-ci.
- Elle s'adapterait à notre diversité, un aspect dont le Canada est fier et pour lequel il est reconnu dans le monde entier.
- Lors des réunions sur la Constitution, tenues entre les mois de mars et d'août 1992, il a été décidé de rassembler en un énoncé un certain nombre de nos caractéristiques uniques. Ces caractéristiques guideraient à l'avenir les tribunaux dans leur interprétation de toute la Constitution, y compris la *Charte canadienne des droits et libertés*.
- Parmi ces caractéristiques, notons entre autres :
  - la démocratie parlementaire, le fédéralisme canadien et la primauté du droit;
  - la dualité linguistique;
  - le caractère distinct de la société québécoise;
  - les droits ancestraux et les responsabilités des Autochtones et la reconnaissance que les gouvernements autochtones constitueraient l'un des trois ordres de gouvernement au Canada;
  - l'égalité raciale et ethnique;
  - le respect des droits et libertés individuels et collectifs;
  - l'égalité des femmes et des hommes;

- l'égalité des provinces, tout en reconnaissant leurs caractéristiques particulières.
- L'un des éléments clés de la ronde Canada aura été la reconnaissance du caractère distinct du Québec au sein de la fédération canadienne. Certes, ce n'est pas une idée nouvelle. Elle remonte en fait au début de notre histoire. Il y a plus de 200 ans, le Québec s'est vu accorder le droit de préserver sa langue, sa culture et sa tradition de droit civil. La clause Canada serait une expression moderne de cette réalité. Comprendre et accepter le caractère distinct du Québec, c'est reconnaître un aspect vital de l'histoire du Canada. L'ignorer, c'est mettre en péril notre avenir ensemble.
- La clause Canada stipulerait également que l'interprétation de la Constitution doit tenir compte de l'attachement des Canadiens et de leurs gouvernements à préserver la vitalité et l'épanouissement des communautés minoritaires francophones et anglophones dans l'ensemble du Canada.
- La clause Canada fait partie des efforts déployés en vue de souligner les aspirations communes des Canadiens. L'entente proposée comprend un énoncé sur les objectifs politiques communs à la base de l'union économique et sociale du Canada et un engagement plus ferme à l'égard de la péréquation et du développement régional.
- L'inscription de la clause Canada dans la Constitution démontrerait à tous les Canadiens que nous ne nous définissons pas seulement selon nos institutions politiques, juridiques et sociales. Nous possédons une identité qui nous distingue des autres pays et nous avons des objectifs qui ont pris leur racine dans nos expériences particulières et dans notre histoire.

Pour obtenir des exemplaires additionnels de ce texte  
(qui existe aussi en cassettes), veuillez composer sans frais le

**1-800-561-1188**

To receive the English version of this publication, call the above number



Personnes sourdes ou malentendantes :

**1-800-465-7735 (ATS/ATME)**





# NOTRE AVENIR ENSEMBLE

Feuille d'information

## L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES

- Les accords conclus avec les Autochtones dans le cadre de la ronde Canada sont les premiers du genre et ils visent à redéfinir le rôle que ces derniers tiendront à l'avenir dans la société canadienne.
- Les rapports avec les peuples autochtones ont été redéfinis essentiellement dans l'ensemble des 28 propositions du gouvernement du Canada en vue de renouveler la fédération canadienne. Celles-ci ont été réunies dans un document intitulé *Bâtir ensemble l'avenir du Canada*, présenté le 24 septembre 1991. Le Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada a étudié en profondeur ces recommandations au cours des mois qui ont suivi. Les participants à la conférence extraordinaire intitulée *Les Premiers Peuples et la Constitution* se sont également penchés sur les questions touchant l'autonomie gouvernementale des Autochtones et sa mise en vigueur.
- Le gouvernement du Canada a appuyé une série d'« initiatives parallèles » entreprises par les quatre associations autochtones canadiennes. Ces initiatives avaient pour but de recueillir les idées et les points de vue exprimés au sein des collectivités, afin de donner aux dirigeants autochtones une meilleure perspective sur ce que l'ensemble de leurs peuples désirait dans un tel accord.
- En mars 1992, les dirigeants des quatre associations autochtones canadiennes se sont joints aux ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux des Affaires constitutionnelles comme participants de plein droit au processus constitutionnel multilatéral. C'était la première fois que l'on invitait les dirigeants autochtones à participer aux discussions sur l'ensemble des questions constitutionnelles.
- Faisant suite aux négociations marquées par un esprit de compromis et par la souplesse, le consensus atteint lors de la ronde Canada servirait à façonner l'avenir auquel aspirent les peuples autochtones du Canada. L'atteinte de ce consensus confirmerait également leur engagement à bâtir ensemble un Canada nouveau et plus fort.

■ L'entente porte sur ces points :

- La Constitution devrait reconnaître le droit inhérent des Autochtones à l'autonomie gouvernementale au sein du Canada.
- Les gouvernements autochtones devraient être l'un des trois ordres de gouvernement reconnus par la Constitution au sein de la fédération canadienne.
- La Constitution établirait clairement l'autorité des organismes législatifs des peuples autochtones. La constitutionnalisation du droit inhérent à l'autonomie gouvernementale n'engendrerait pas de nouveaux droits fonciers.
- Les gouvernements et les peuples autochtones se sont engagés à négocier des accords pour établir comment leur droit inhérent entrerait en vigueur. Ces négociations assureraient que l'autonomie gouvernementale reflète les besoins particuliers des collectivités autochtones, ainsi que les conditions auxquelles elles doivent faire face. Tous les peuples autochtones auraient accès, de façon équitable, à ce processus de négociation. Pour le rendre encore plus accessible, un mécanisme de médiation et d'arbitrage serait mis sur pied.
- On imposerait un moratoire de cinq ans à toute poursuite en justice relative au droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. Une fois ce délai passé, les cours ou un tribunal devraient s'assurer que tous les efforts ont été faits pour régler ces différends par la négociation, avant de porter jugement sur la portée du droit ou sur des allégations en regard de ce droit.
- La *Charte canadienne des droits et libertés* s'appliquerait aux gouvernements autochtones et elle continuerait de tenir compte des droits particuliers des peuples autochtones. De plus, elle garantirait aux femmes aussi bien qu'aux hommes les mêmes droits ancestraux ou issus de traités.
- En vue de procéder à une transition ordonnée, les lois fédérales et provinciales continueraient de s'appliquer jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une loi adoptée par un organisme législatif autochtone. Les lois qu'adopteraient les gouvernements autochtones devraient respecter les lois fédérales et provinciales essentielles au maintien de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement. Toutefois, cette disposition



n'étendrait pas l'autorité législative du Parlement ou celle des assemblées législatives provinciales.

- La Constitution comporterait la mise en place d'un mécanisme fédéral et autochtone mixte, pour éclaircir ou mettre en oeuvre des **droits issus de traités** ou pour corriger les termes des traités, lorsque les parties sont d'accord pour le faire. Elle garantirait également l'interprétation des droits issus de traités de façon juste, large et libérale, respectant l'esprit, l'intention et le contexte des négociations relatives aux traités. L'intention n'est pas de négocier à nouveau les traités ou les accords conclus à la suite de revendications territoriales, mais bien de voir au respect de leurs dispositions. De plus, tous les peuples autochtones auraient accès aux droits ancestraux et aux droits issus de traités, tels que reconnus et affirmés à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui se rapportent à eux.
- On éclaircirait, dans le cadre d'un accord séparé avec la nation métisse, les rôles et les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux touchant les Métis. Cet accord serait assorti d'une modification constitutionnelle étendant l'autorité législative fédérale à tous les membres des peuples autochtones, y compris les Métis.
- Toutes les parties sont d'accord que les Autochtones occuperaient des sièges au Sénat. Les gouvernements et les représentants des peuples autochtones discuteraient des détails de la représentation autochtone au Sénat, soit le nombre de sièges, la répartition, le mode de sélection, au cours de négociations qui auraient lieu au début de l'automne 1992. Les sénateurs autochtones auraient les mêmes pouvoirs que les autres sénateurs, ainsi qu'un pouvoir de double majorité possible sur certaines questions touchant les peuples autochtones de façon appréciable.
- Un accord politique ferait état du rôle des Autochtones à la Cour suprême et figurerait à l'ordre du jour d'une conférence des premiers ministres sur les questions autochtones. Les gouvernements provinciaux et territoriaux établiraient un mécanisme régional pour consulter les représentants des peuples autochtones du Canada, au moment de préparer les listes de candidatures aux postes vacants de la Cour suprême.
- La représentation autochtone à la Chambre des communes serait étudiée à la suite de l'étude des recommandations de la Commission royale sur la réforme électorale et sur le financement des partis politiques.

- Les Autochtones devraient donner leur consentement à toute modification future de la Constitution les touchant directement. Les discussions se poursuivent sur le mécanisme le plus pertinent d'expression de ce consentement.

Pour obtenir des exemplaires additionnels de ce texte  
(qui existe aussi en cassettes), veuillez composer sans frais le

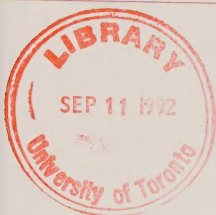
**1-800-561-1188**

To receive the English version of this publication, call the above number



Personnes sourdes ou malentendantes :

**1-800-465-7735 (ATS/ATME)**



## LA FORMULE DE MODIFICATION

- Au cours des réunions sur la Constitution, tenues entre les mois de mars et d'août 1992, quatre points importants sur la question de l'amélioration de la formule de modification ont été abordés : — Comment pourrait-on apporter de futures modifications aux institutions nationales comme le Sénat et la Cour suprême? — Comment pourrait-on accorder aux territoires canadiens le statut de province? — Dans quelles circonstances devrait-on offrir des compensations aux provinces qui ne souscrivent pas à une modification transférant un pouvoir législatif provincial au Parlement? — Quelle est l'exigence relative au consentement des Autochtones quant aux modifications intéressant directement les peuples autochtones?
- Les changements suivants à apporter à la formule de modification nécessitent l'accord unanime du Parlement et des assemblées législatives provinciales.
- Les gouvernements fédéral et provinciaux se sont entendus sur les points suivants :
  - **Les changements aux institutions nationales.** Toute autre modification touchant le Sénat nécessiterait l'accord unanime du Parlement et des assemblées législatives provinciales, une fois que la série actuelle de modifications liées à la réforme du Sénat serait entrée en vigueur.

La Constitution inclurait la disposition actuelle touchant la *Loi sur la Cour suprême*, qui stipule que la Cour suprême doit être composée de neuf membres, dont trois doivent être membres du barreau de droit civil du Québec. Les futures modifications à la composition de la Cour suprême nécessiteraient l'accord unanime du Parlement et des assemblées législatives provinciales.

Les nouvelles dispositions sur les nominations à partir de listes soumises par les provinces ou les territoires pourraient s'appliquer selon la formule générale de modification des 7/50, soit l'accord de sept provinces représentant au moins 50 p. 100 de la population. Les modifications futures concernant la Chambre des communes, y compris



les changements à la garantie des 25 p. 100 des sièges pour le Québec, nécessiteraient l'unanimité.

- **La création de nouvelles provinces.** La formule actuelle de modification, la formule des 7/50, qui régit la création de nouvelles provinces serait révoquée. Elle serait remplacée par les dispositions qui existaient avant 1982, lesquelles permettaient la création de nouvelles provinces au moyen de l'adoption d'une loi du Parlement, après la tenue de consultations avec toutes les provinces existantes. La pleine participation au statut de province, comme l'accroissement du nombre de sénateurs de cette nouvelle province et un rôle actif dans la formule de modification n'entreraient en vigueur qu'avec l'accord unanime du Parlement et des assemblées législatives provinciales.
- **La compensation dans le cas des modifications transférant des compétences.** Une compensation raisonnable serait requise pour une province qui choisit de ne pas souscrire à une modification transférant des compétences législatives provinciales au gouvernement fédéral et ce, dans tous les domaines (non seulement dans le cas de l'éducation et des autres questions culturelles comme c'est actuellement le cas).
- **Le consentement des Autochtones.** Les Autochtones devraient donner leur consentement aux futures modifications constitutionnelles qui touchent directement les peuples autochtones. Des discussions se poursuivent afin de déterminer le mécanisme d'expression de ce consentement.

Pour obtenir des exemplaires additionnels de ce texte  
(qui existe aussi en cassettes), veuillez composer sans frais le

**1-800-561-1188**

To receive the English version of this publication, call the above number



Personnes sourdes ou malentendantes :

**1-800-465-7735 (ATS/ATME)**









3 1761 11549883 4